

YOUAGRI Veille agro Balkans occidentaux

Direction générale du Trésor

Une publication du SER de Belgrade
MARS 2025

Politiques économique, agricole, environnementale

SERBIE – Démission du gouvernement, quelle suite ?

CAA 19/03/25

La démission du gouvernement fin janvier dans le contexte de grève générale et de mouvement étudiant depuis 3 mois, a été acceptée le 19 mars par le Parlement. Deux options sont désormais possibles, la formation d'un nouveau gouvernement au terme d'un délai de 30 jours ou, de nouvelles élections en juin ce vers quoi semblerait s'orienter A. Vucic, ce dernier ayant rejeté l'idée d'un gouvernement de transition de « confiance nationale » proposé par l'opposition pendant une période de 9 mois, pour sortir le pays de la crise et préparer des élections dans des conditions justes. Le 15 mars, les manifestations auraient rassemblé près d'un demi-million de personnes à Belgrade. Les populations rurales se sont montrées encourageantes vis-à-vis des groupes d'étudiants qui ont marché de tout le pays vers Belgrade pour le rassemblement du 15 mars. La mobilisation ne faiblit pas depuis avec des actions quotidiennes partout dans le pays.

BALKANS – Le mouvement de boycott des enseignes de distribution se poursuit de manière hétérogène

Kosovo online - Wikipedia - 13/03/25

Les appels au boycott des grandes chaînes de distribution lancés en Croatie en janvier, ont gagné tous les pays de la région. Les citoyens expriment leur mécontentement face aux prix élevés, notamment des produits alimentaires, et souhaite plus de transparence sur les marges. Des journalistes de Kosovo Online ont comparé les prix de certains produits dans toute la région, révélant que c'est à Belgrade qu'ils étaient les plus chers. L'exemple d'une barre chocolatée montre que le prix varie entre 1,06 EUR à Skopje, 1,45 EUR au Kosovo, tandis que les grandes chaînes de distribution de Belgrade la vendent aux alentours de 2 EUR.

En Serbie, l'association de protection des consommateurs Efektiva a appelé début mars à un nouveau boycott de sept jours, visant cette fois la chaîne de magasins Mercator, qui comprend les magasins Idea et Roda. Fin février, le boycott visait la chaîne Delhaize. Elle souligne que la nourriture et les produits ménagers en Serbie sont nettement plus chers que dans les pays européens développés et que le bras de fer entre consommateurs et détaillants va continuer pour des prix justes. L'association Efektiva a étudié les mouvements des consommateurs à travers l'Europe, où la prise de conscience des consommateurs est beaucoup plus forte, et que les droits des consommateurs y sont beaucoup plus respectés. Sans citer de nom, elle souligne « qu'une chaîne de magasins a réalisé 65 millions d'euros de bénéfices en un an et que sa marge bénéficiaire est de 45 %, il est clair qu'il y a de la place pour des réductions de prix. » Le syndicat United Trade Unions of Serbia "Sloga" s'est joint à l'appel au boycott.

En Albanie, selon Granit Sokolaj, fondateur et directeur exécutif du Centre de protection des consommateurs (Alert) à Tirana, l'appel au boycott des n'a suscité qu'une réaction restreinte des consommateurs, malgré une inflation également importante et au cœur des débats publics. L'initiative de boycott du 5 au 16 février ciblait un établissement spécifique chaque jour, en commençant par Big Market, puis Conad, Albmarket, Xhangolli, Eco Market et enfin SPAR.

En Macédoine du Nord, le boycott a été lancé fin janvier. Une initiative gouvernementale de « panier de la nouvelle année » visait pourtant à résoudre le problème par le biais d'un programme facultatif permettant aux détaillants de réduire les prix, mais cette initiative a été jugée insuffisante, des rapports faisant état de détaillants augmentant les prix avant de les réduire. Le boycott aurait entraîné une baisse des recettes de 46 % dans les huit plus grandes chaînes de supermarchés par rapport au vendredi précédent. Mais tout cela est resté très ponctuel.

SERBIE – Appel à projets IPARD III - Mouvement contre le plafonnement des aides

Minpolj – 21/02/2025

Du 21 février au 14 mars, le premier appel à projets sur IPARD III est ouvert aux exploitations agricoles enregistrées (agriculteurs, sociétés et coopératives), dans tous les secteurs : lait, viande, oeufs, poisson, fruits et légumes, raisin, céréales et cultures industrielles. Les investissements éligibles comprennent les bâtiments, l'achat d'équipements et l'acquisition de nouvelles machines, d'outils et de logiciels. Les candidats peuvent demander un financement pour des coûts éligibles allant de 20 000 euros à 1,3 million d'euros, avec une limite maximale de soutien de 2,5 millions d'euros par candidat sur la période du programme IPARD III.

L'appel à projets intervient alors des grands propriétaires d'entreprises agroalimentaires ont défendu lors d'une réunion à la Chambre de commerce serbe à laquelle participaient le président, le ministre des finances et le président de la PKS, la levée de la limite des subventions agricoles. L'information est largement passée inaperçue dans les médias. Les propriétaires de Delta Agrar, MK Group et Meat industry Matijevic, ont

exprimé leur mécontentement quant à la manière dont les subventions publiques sont distribuées. M. Zoran Matijevic, propriétaire de l'une des plus grandes industries de la viande, a critiqué cette politique qui conduira au morcellement des sociétés. « Dans ma société, j'ai 60 000 porcs d'engraissement, mais seuls 6 000 sont éligibles aux subventions ».

SERBIE – Sentiment pro-européen en recul

Ninamedia – 21/03/2025

Un nouveau sondage en février 2025 auprès de 3000 personnes donne la nouvelle tendance de la perception de l'UE par les Serbes dans le contexte des manifestations. Avec 50% des sondés en soutien à l'adhésion de la Serbie à l'UE, c'est le niveau le plus bas jamais enregistré depuis 2018 (45% contre, également au plus haut, et le reste d'indécis). 43% des sondés disent qu'ils voteraient en faveur de l'adhésion si un référendum était organisé aujourd'hui, le plus bas niveau depuis 2018. 44% pensent que l'UE ne veut pas de la Serbie. 22,5% sont d'avis que l'UE devrait être la priorité serbe en matière de lien politique, économique et commerciale dans le futur. La Russie rassemble juste derrière 19,3% des sondés et la Chine 10,3%. L'UE reste perçue comme le principal donateur de la Serbie (37% des sondés) et partenaire commercial (40%).

ALBANIE – Une ligne de crédit de 250 MEUR pour les MPME du secteur agricole

ADN – Brèves économiques SER 06/03/2025

Lors d'un forum en février entre les banques commerciales et l'agro-industrie, le gouverneur de la banque d'Albanie, Gent Sejko, a annoncé l'ouverture d'une ligne de crédit de 25 Mds ALL (env. 250 M EUR) afin de faciliter l'accès au financement des TPME du secteur agricole. Ce programme mis en place par le biais des banques commerciales part du constat que seulement 2 % des crédits bancaires concerne le secteur agricole, alors qu'il emploie près du tiers de la main-d'œuvre et représente 20% du PIB.

Cette ligne de crédit soutiendra les investissements dans les serres, l'agro-industrie, la pêche, l'aquaculture, l'agrotourisme, l'innovation technologique au service du développement rural. Cet instrument financier couvrira jusqu'à 70 % du principal des prêts accordés par les banques et les institutions financières, qui compte tenu de la garantie souveraine auront un taux d'intérêt de 2% pour les bénéficiaires.

Le 18 mars, le Premier ministre et la ministre de l'agriculture intervenaient de nouveau à Kuçova, pour expliquer le dispositif, faisant le constat d'une fragmentation des structures, de la faiblesse des chaînes de valeur, et du difficile accès au financement.

SERBIE – Secteur agricole le plus informel du CEFTA

NALED – 28/03/2025

Selon les données de l'Alliance nationale pour le développement économique local (NALED), l'agriculture est l'un des principaux contributeurs à l'« économie grise » du pays. Cette situation est principalement due à des décennies de commerce non réglementé

des produits agricoles et à l'absence d'un marché unifié. Le secteur des fruits et légumes est le plus représentatif, car le produit passe par de nombreux intermédiaires, jusqu'à 6, avant d'atteindre le consommateur final. Presque aucun contrôle du gouvernement n'existe. Le problème est particulièrement prononcé dans le commerce du tabac, du bétail, de l'huile végétale, des produits de salaison. Les produits importés sont également concernés. Le manque à gagner pour l'Etat est important, mais cela représente également une concurrence déloyale pour les opérateurs qui jouent le jeu, notamment les coopératives (au sens serbe) qui sont fiscalisés et payent des cotisations salariales. L'Union des coopératives de Voïvodine a demandé à plusieurs reprises aux autorités compétentes de l'Etat d'adopter un programme unifié pour éliminer l'économie souterraine. Ce programme devrait impliquer non seulement les agriculteurs et les personnes impliquées dans le commerce agricole, mais aussi d'autres segments de la société. Les experts de NALED estiment qu'il faudra encore trois à cinq ans pour amener le niveau de l'économie informelle au niveau moyen des pays d'Europe centrale et orientale, et une dizaine d'années pour le niveau UE. Mais cela nécessite une augmentation du nombre d'inspecteurs de l'Etat, bien au-delà du programme national de lutte contre l'économie souterraine déjà adopté.

Politiques commerciales, innovation, recherche

SERBIE – Fin des restrictions commerciales à l'import

Agroforum SER - 07/03/2025

Le gouvernement serbe a adopté des décisions visant à lever les interdictions d'importation de pellets, d'huile de tournesol et de margarine. En décembre 2024, le gouvernement avait à nouveau prolongé l'interdiction d'importer des pellets pour 1 an, introduite initialement en avril 2024 et prolongée à trois reprises. Les restrictions à l'importation d'huile et de margarine avaient été mises en œuvre pour la première fois en mars 2024 et prolongées à deux reprises en avril et en décembre 2024, mais elles ont été entièrement abrogées après moins de trois mois suite à la dernière prolongation.

SERBIE – Programme SAIGE pour l'innovation - mission en France

Agroforum SER - 07/03/2025

La ministre serbe des sciences, de la technologie et de l'innovation, a annoncé un financement supplémentaire pour le projet d'accélération de l'innovation et de la croissance de l'entrepreneuriat en Serbie - SAIGE. Cette initiative, lancée en 2022, vise à améliorer la science et l'esprit d'entreprise en Serbie grâce à un partenariat entre le gouvernement serbe, la Banque mondiale et l'Union européenne. Le projet a obtenu 43 millions d'euros de prêts et de soutien technique de la part de la Banque mondiale et 41,5 millions d'euros de soutien financier de la part de l'UE. M. Le projet comporte trois volets : le soutien à la recherche scientifique, l'aide

aux entreprises innovantes, en particulier les start-ups, et le soutien aux réformes des organisations scientifiques.

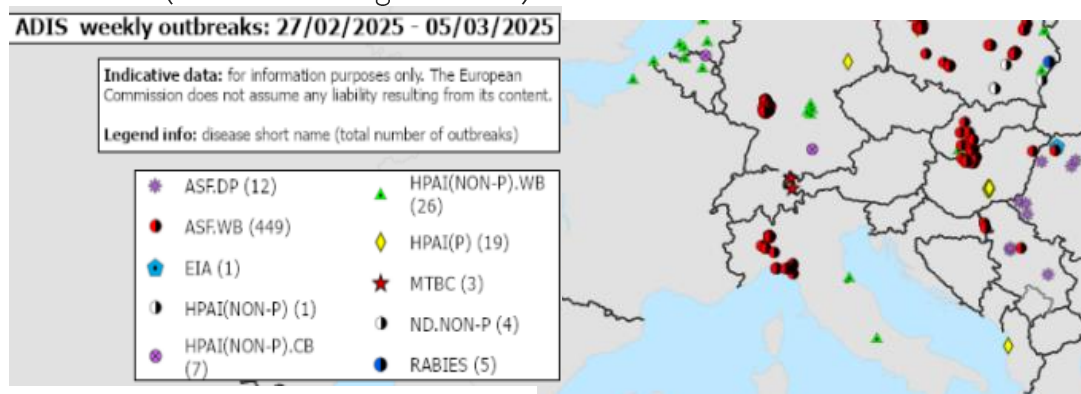
SAIGE a financé la visite d'étude de 10 centres scientifiques serbes en France (du 3 au 7 mars 2025) à la suite du memorandum of understanding signé entre la France et la Serbie le 29 août 2024. L'objet de cette visite est de montrer aux serbes nos pratiques en matière de partenariat recherche industrie et valorisation de la recherche. Parmi eux, l'institut BioSense et l'Institut des technologies alimentaires (FINS) de Novi Sad étaient présents. Ils ont pu notamment rencontrer l'INRAE transfert (Stéphanie Potok, Responsable du Pôle Entrepreneuriat & Innovation, du Département Valorisation et Tatiana Hanks, chargé de coopération internationale).

Politiques alimentaires et sanitaires

ALBANIE – Plusieurs foyers de grippe aviaire en élevage

Minagri Alb – ADN – 15/03/2025

Le ministère de l'Agriculture a informé successivement sur plusieurs foyers d'influenza aviaire hautement pathogène (HPAI - H5N1) dans différents élevages (société Rea le 3 mars, ferme familiale dans le village de Kulla le 09 mars, ferme avicole « AIBA » près de Durres le 13 mars). Les cas ont été déclarés au système européen d'information sur les maladies animales (ADIS). Le dernier élevage fait parler de lui car il appartient à une famille connue (Armando et Agron Duka).



Les médias rapportent un long délai avant que les autorités ne communiquent sur les foyers et les résultats positifs des tests. L'agence vétérinaire AKVMB a d'abord parlé de 2000 volailles touchées, mais certaines sources parlent de 65.000 volatiles touchés, dont une partie euthanasiée sans plus de détail. Début mars, c'était la ferme de l'entreprise « Rea's » à Durrës qui a été touchée par la grippe aviaire et placée en quarantaine. Ce serait plus de 70 000 poulets morts dans un seul poulailler, sans que cela soit confirmé par les autorités. Une zone de quarantaine de 3 km autour des foyers a été mise en place, empêchant tout mouvement d'animaux en particulier sur les marchés. Les éleveurs des unités administratives de Sukth, Manëz, Katund i Ri, Maminas, Gjepalaj, Rashbull, Thumanë, Bubq, Prezë et Vorë sont concernés. Selon le ministère, seul le transport des volailles vers l'abattoir est autorisé par le vétérinaire officiel, après avoir effectué un test PCR indiquant que les volailles ne sont pas infectées. Le ministère indique que 211 exploitations

totalisant 2 958 têtes, y compris de petites exploitations familiales, ont été inspectées par 5 groupes de vétérinaires officiels présents sur le terrain.

ALBANIE – De nombreuses molécules interdites dans l'UE en circulation

ADN, BIRN, Vox – 28/03/2025

Fin 2024 une cargaison de mandarines produites en Albanie a été interceptée en Croatie à cause de la présence de chlorpyrifos, un pesticide interdit par l'Union européenne depuis 2020. Plusieurs autres cargaisons de fruits et légumes à l'export ont été interceptées en 2024 pour des résidus de pesticides non conformes, et portés à la connaissance du RASFF (Rapid Alert System for Food), un réseau qui facilite l'échange d'informations entre les États membres de l'UE sur les questions liées à la sécurité alimentaire.

Plusieurs médias reprennent les travaux de journalistes d'enquête qui soutiennent que le gouvernement néglige, par manque de ressources humaines et d'un flou juridique, sa mission régalienne de contrôle du marché des produits phytopharmaceutiques (PPP), conduisant à de nombreuses dérives dans le commerce et l'utilisation de molécules dangereuses, interdites de longue date dans l'UE.

Le ministère de l'Agriculture a communiqué sur les résultats des tests en laboratoire sur les fruits et légumes en 2024, qui révèlent la présence de sept pesticides interdits : chlorpyrifos, chlorfénapyr, chlorpyrifos méthyl, linuron, diméthoate, myclobutanil et ométhoate. Mais, des représentants de laboratoires privés confirment la présence de nombreux autres, une trentaine, selon Sokol Abazi, chimiste et consultant au laboratoire Tenius, en se référant aux résultats des analyses de ce laboratoire pour 2024.

L'interdiction du chlorpyrifos et ses dérivés remonte à 2020 dans l'UE, sur la base d'études montrant leur toxicité sur le développement du système nerveux. En Albanie, malgré une interdiction en mars 2020, les commerçants albanais ont eu le droit d'importer des produits contenant ces molécules jusqu'en 2022, car les dispositions légales réglementent l'importation et l'utilisation des PPP comportent 2 listes : une pour les PPP autorisés à être importés - s'ils sont préalablement enregistrés dans au moins un État membre de l'UE, et une deuxième liste avec les PPP interdits, mais déjà importés, qui sont autorisés à être commercialisés et utilisés par les agriculteurs jusqu'à leur date de péremption. A ce titre, les produits peuvent être encore utilisés dans les exploitations albanaises, car ils sont très appréciés pour leur efficacité par les maraîchers. Ces derniers admettent qu'il est facile de trouver la molécule aujourd'hui auprès des détaillants agricoles, vendue sous des noms commerciaux différents ou emballés sous le nom d'un autre produit. Un exportateur de fruits et légumes, soutient que des tonnes de PPP européens interdits avaient été vendus à très bas prix ou donnés à des négociants albanais en 2020, constituant des stocks pour plusieurs années.

Ferdi Braushi, professeur au département de l'environnement et des ressources naturelles de l'université agricole de Tirana, confirme que la consommation continue de produits contenant des pesticides au-delà des

normes autorisées a des effets à long terme sur l'organisme en affectant le système endocrinien et le système nerveux.

Selon les journalistes, l'Agence nationale de l'alimentation (AKU) et l'Institut de sécurité alimentaire et vétérinaire (ISUV) sont chargés de mener des inspections et de tester des échantillons de produits commercialisés, mais ils sont défaillants de par le faible nombre de contrôle, et les retards de publication de résultats, bien après la consommation des denrées. Le problème est identifié dans le plan d'action pour l'utilisation durable des PPP du ministère de l'agriculture. « Le retard dans la réception des résultats d'analyse ou la non-réception des résultats d'analyse du laboratoire de l'ISUV reste préoccupant, car il réduit l'efficacité de la prise de mesures appropriées pour garantir la sécurité alimentaire, le suivi de la traçabilité depuis l'unité commerciale ou le point de collecte jusqu'à l'agriculteur producteur », indique le document. Un autre problème est l'absence de traçabilité. L'AKU prélève les échantillons d'analyse chez le commerçant final, sans pouvoir retracer l'exploitation où ils ont été produits, une tâche que la législation confie à une autre agence, l'Autorité nationale vétérinaire et de protection des plantes (AKVMB), créée en 2019, mais qui a le pouvoir de faire des inspections que depuis septembre 2024, après l'émission d'un ordre par le Premier ministre. « L'objectif est de commencer les inspections auprès des agriculteurs à partir du 01.03.2025 », a déclaré le ministère de l'agriculture. Les observateurs ont des doutes sérieux sur les capacités de cette structure en nombre et en compétence des inspecteurs.

BALKANS – ADEWB, projet régional de soutien de la DG Santé aux autorités sanitaires se termine mi 2025

CAA – 27/03/2025

La Commission européenne (DG SANTE et DG NEAR) finance sur fonds IPA depuis 2020 un projet régional de renforcement des capacités des services vétérinaires et de protection des plantes dans les Balkans en plus de tous les jumelages bilatéraux SPS (7 recensés depuis 2020) et les autres projets régionaux de l'EFSA ou de la FAO sur la thématique sanitaire (4). Tous ces projets visent à préparer à l'adhésion sur le chapitre 12. Le projet ADEWB comporte au-delà des objectifs d'accès aux marchés UE en levant les obstacles sanitaires existant, et également de coopération régionale entre services. Le projet qui a comporté 2 phases se terminera en juillet 2025 ([About project ADEWB 2b - ADEWB - Animal Disease Eradication in the Western Balkans](#)). Le projet est mis en œuvre par Agriconsulting Europe (AESA) et l'institut IZSAM de Teramo en Italie. L'assistance technique a contribué à l'amélioration des connaissances et de l'expérience en matière de lutte contre les maladies animales (obtention du statut « indemne » de maladies spécifiques à l'OMSA), le développement des laboratoires via les fonds IPARD, et le renforcement des relations entre les services sanitaires de la région.

Actualités filières

BALKANS – Le géant ukrainien de la volaille dans la région se développe en Albanie

Perutnina Ptuj, l'un des principaux producteurs de viande de volaille dans les Balkans (présent en Slovénie, Croatie, Serbie et Bosnie-Herzégovine avec des unités de production et de transformation, et en Macédoine du Nord, Roumanie par des réseaux de distribution), créée il y a plus d'un siècle, a été rachetée par le géant ukrainien MHP en 2019. L'acquisition a marqué l'expansion internationale du groupe. Perutnina Ptuj est aujourd'hui verticalement intégrée à tous les stades de la filière : production d'aliments pour animaux, œufs à couver, élevages, abattage, découpe, transformation. L'entreprise est représentée dans 22 pays sous les marques Perutnina Ptuj, POLI, Jata, Topiko, Pullus et Agronatur consommées par plus de 2 millions de personnes chaque jour.

Associé au Balkan Finance Investment Group (BALFIN) qui détient 19% des parts, elle vient de créer Perutnina Ptuj Albania, pour le marché albanais. La formation a reçu le feu vert du Comité antimonopole ukrainien (AMCU) après l'approbation du régulateur albanais de la concurrence en mars. Balfin permettra de renforcer la présence du groupe sur le marché albanais, où il opère actuellement par l'intermédiaire du distributeur Kosmonte Foods Tirana, mais également l'achat à plus de 50 % de quatre entreprises albanaises : Driza, Fresh Chicken Albania (production et la transformation de la volaille), Euro Alb (productions végétales et stockage) et Industria Foragjere (meuneries et les compléments alimentaires). Cette décision s'accompagne d'un accord d'achat d'actifs de l'homme d'affaires albanais Hikmet Driza, englobant des sociétés telles que Kompleksi Patos et Qendra Prinderore.

SERBIE – Meilleure rentabilité du secteur œufs malgré le marché UE toujours fermé

Company wall 28/03/2025

La production d'œufs en Serbie, ces dernières années, a été confrontée à de nombreux défis : l'augmentation des coûts de l'alimentation animale et de l'énergie, les fluctuations de la demande et des réglementations de plus en plus strictes. Malgré les turbulences du marché, le secteur continue de croître et améliore sa rentabilité, selon les données de l'agence de notation de crédit CompanyWall. 150 entreprises produisent environ 1,7 mds d'œufs chaque année, mais le secteur est dominé par 20 entreprises qui ont entre 150 et 800.000 pondeuses : Agro Đole Jagodina ([Početna - Agro Djole](#)), Vin Farm Bački Petrovac (<http://vinfarm.rs>), Evro Koka Mala Krsna (<https://www.evrokoka.com>), Mikros Union Beograd (<https://mikrosunion.rs>), Tenen Farm Čenej (<https://www.tenen.rs/>), Mistral Komerc Temerin, Rebra Commerce Ašanja (<https://rebracommerce.com/>), Animal Commerce Beograd (<https://animalcommerce.rs/>). Il existe également deux installations agréées de transformation des œufs en Serbie : « Takovo » à Indjija et « Melange » à Valjevo (<https://melange.rs/>). L'une de ces installations produit uniquement pour ses propres besoins, et une partie est exportée (ovoproduits séchés et liquides).

L'entreprise familiale « Jaje Produkt » (3 sites de production, 35 employés et 115.000 poules pondeuses), explique sa stratégie consistant à développer sa capacité de stockage pour acheter les céréales au meilleur prix, investir dans les énergies renouvelables et gagner en compétitivité, car le marché intérieur est compétitif.

L'entreprise regrette toujours l'impossibilité d'exporter vers l'UE pour des raisons sanitaires. Ils opèrent exclusivement sur le marché intérieur, à l'exception de certains marchés CEFTA. Il déplore également les marges énormes des distributeurs: les œufs sont vendus en gros entre 0,085 et 0,09 euro, pour être vendus entre 0,19 et 0,2 euro dans le commerce de détail. La profession déplore également que le soutien de l'État au secteur est insuffisant. La consommation est importante avec 13 kg d'œufs per capita aujourd'hui (250 œufs par personne et par an).

SERBIE – Le distributeur discount russe Fix Price entrera d'ici fin 2025 sur le marché serbe

Kommersant 21/03/2025

La chaîne russe de magasins discount Fix Price se prépare à entrer sur le marché serbe et prévoit d'ouvrir plusieurs magasins en Serbie d'ici la fin de l'année 2025. Elle est déjà présente sur le marché européen avec 44 magasins en Lettonie. Le format des magasins discount est très populaire en Serbie, avec l'allemand Lidl, le slovène Mercator et le néerlandais Delhaize. Des offres d'emploi relatives à la Serbie sont apparues sur le site d'emploi HH.ru, indiquant que l'entreprise recherche un spécialiste des ressources humaines pour construire un nouveau magasin en Serbie, un chef comptable et un expert juridique senior.

Le projet prévoit d'ouvrir plusieurs magasins en Serbie au cours du second semestre 2025, tout en lançant simultanément une plateforme en ligne. Fondée en Russie en 2007, Fix Price a commencé son expansion internationale en 2016 en s'implantant en Géorgie et au Kazakhstan, puis en Biélorussie et en Lettonie en 2017. La société est également présente en Ouzbékistan, au Kirghizstan, en Arménie et en Mongolie. Actuellement, le réseau de vente au détail Fix Price comporte 6 400 magasins en Russie et dans le monde.

SERBIE – Nut enough ! la noisette et Ferrero

Agroklub, CAA - 25 mars 2025



L'entreprise Ferrero Agriserbia (au sein du groupe ferrero Hazelnut company) est arrivée en 2015 en Serbie pour développer la culture de noisette, en raison de conditions pédoclimatiques idéales. Elle a racheté l'entreprise Aleksa Santic et a planté près de 600 ha de noisetiers. Un partenariat stratégique entre Ferrero et le ministère serbe de l'agriculture a été conclu en 2014, avec 3 objectifs: développer des plantations pilotes de noisettes établies et gérées directement par Ferrero, développer la production en pépinière de noisetiers certifiés, et la promotion et le soutien au développement de plantations de noisettes nouvelles et modernes par les agriculteurs et les investisseurs agricoles serbes. En dix ans, d'importants résultats ont été obtenus, parmi lesquels une ferme pilote de noisettes de 600 hectares gérée par AgriSerbia en Voïvodine (et 60ha de pépinières), qui entre maintenant dans sa phase de production complète, et plus de 3 500 hectares de nouvelles plantations de noisettes ont été créés par des agriculteurs et des investisseurs privés grâce à des accords de coopération avec AgriSerbia (15ha en moyenne, 1ère récolte après 5 ans, 3 tonnes/ha).

Une relation contractuelle avec des prix garantis moyennant le respect d'un cahier des charges avec le soutien des agronomes d'AgriSerbia. Convaincre a été difficile car le retour sur investissement est long, environ 10 ans, pour une durée de production de 50 ans. L'investissement de l'ordre de 10.000 EUR/ha est subventionné.

Quelques grosses exploitations (200ha) existent (Hazel house à Kikinda, Leska,). Les récentes plantations utilisent des variétés italiennes de plants certifiées et sont irriguées.

En 2023, la première exportation significative de 2 000 tonnes de noisettes premium en coque a été enregistrée. Au fur et à mesure que toutes les nouvelles plantations entreront en pleine production, les exportations devraient atteindre 8 000 tonnes par an. Ferrero affiche l'ambition de faire de la Serbie un producteur de noisettes important à l'échelle mondiale.

SERBIE – Projet FAO et GCF pour les forêts

UN Serbia, CAA – 28/02/2025

Sur un demi-siècle, le changement climatique a eu des effets considérables sur les écosystèmes forestiers de Serbie (sécheresses, augmentation des températures, tempêtes, incendies, pression parasitaire). La couverture forestière se dégrade en raison d'une exploitation non durable du bois, d'une forte dépendance à l'égard des forêts pour l'énergie, de l'exode rural et du manque de capital financier et de connaissances des propriétaires terriens. Le 20 février, le projet « Renforcer la résilience des forêts serbes pour assurer la sécurité énergétique des plus vulnérables tout en contribuant à leurs moyens de subsistance et à la séquestration du carbone (FOREST Invest) » a été signé entre la FAO, en sa qualité d'entité accréditée du Fonds vert pour le climat (FVC), et le gouvernement serbe, représenté par le ministère de l'Agriculture, ainsi que les entreprises publiques « Srbijasume » et « Vojvodinasume ».

Pour sept ans, FOREST Invest renforcera la résilience des écosystèmes forestiers, améliorera la sécurité énergétique des communautés vulnérables et contribuera à la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Le projet prévoit le reboisement de 7 000 hectares avec des espèces d'arbres plus résilientes au changement climatique, la conversion de 51 000 hectares de forêts basses dégradées en forêts hautes, et la réhabilitation d'au moins 500 hectares de terres agricoles privées abandonnées grâce à des plantations agroforestières. Le projet a l'ambition de réduire les émissions de gaz à effet de serre de 8,4 millions de tonnes d'équivalent dioxyde de carbone (CO₂e). Le projet prévoit un budget 84 millions USD du Fonds vert pour le climat, cofinancé par la FAO et le gouvernement. Le ministre de l'Agriculture, M. Martinovic, Nabil Gangi, Représentant régional adjoint de la FAO pour l'Europe et l'Asie centrale, et Henry Gonzalez, Directeur de l'investissement du Fonds vert pour le climat, ont souligné « la volonté d'aligner le développement national sur les objectifs climatiques mondiaux, tout en veillant à ce que les bénéfices atteignent les communautés. Ce projet innovant en Serbie augmente les investissements dans les initiatives de foresterie durable qui comprennent à la fois des mesures d'atténuation et d'adaptation. ».

SERBIE – Prix des betteraves arrêté pour la campagne

Sunoko - 25 mars 2025

Sunoko, membre du groupe MK, a annoncé qu'environ 23 000 hectares seront plantés en betteraves sucrières cette année. La société fournit à ses partenaires semences, pesticides et engrais azotés et des avances de trésorerie de 300 EUR par hectare pour ses agriculteurs afin de soutenir le démarrage de la production. Cette année, le prix de la betterave sucrière a été fixé à 45 euros par tonne pour une teneur en sucre de 16 %. Le directeur général de Sunoko, Slobodan Kosutic souligne qu'après un hiver marqué par de faibles précipitations, les conditions pluvieuses actuelles contribueront à de bons résultats cette année qui permettra de satisfaire pleinement la demande intérieure de sucre tout en laissant une marge de manœuvre pour l'augmentation des exportations.

Agendas, évènements, visites

SERBIE – Principaux salons agricoles de l'année

CAA, 30 février 2025

Belgrade agro fair s'est tenu du 30 janvier au 1er février, le forum de l'élevage le 5 mars, le forum international des céréales le 11 mars. Le salon agricole de Novi Sad se tiendra du 17 au 22 mai, suivi du forum de l'aviculture du 3 au 5 septembre.

BALKANS – 4 délégations au salon de l'agriculture

CAA, 5 mars 2025

4 délégations des Balkans occidentaux ont fait le déplacement au salon international de l'agriculture à Paris, à l'invitation de la ministre Genevard. La vice-ministre serbe Mrs Livija Pavicevic a pu discuter de la mise en œuvre de l'accord de coopération signé en août 2024. Son programme de visite a comporté 3 organisations interprofessionnelles (organisation privée regroupant les différentes familles professionnelles d'une filière) pour essayer de les inspirer dans leur structuration professionnelle : CNIV (Comité National des Interprofessions des Vins à appellation d'origine et à indication géographique) pour discuter de la possibilité de faire venir plus d'opérateurs français à Wine vision by Open Balkans en novembre, et de l'importance de soumettre rapidement au Parlement serbe les lois et décrets harmonisés rédigés pendant le jumelage sur l'organisation du marché du vin par l'expertise française ; SEMAE (Organisation interprofessionnelle française des semences et plants) et le SOC (organe de contrôle du MASA adossé à SEMAE) pour poursuivre la coopération avec l'autorité serbe (Phytosanitary directorate), avec une visite de 2 experts français pour faire une comparaison de nos 2 processus de certification des semences ; et le CNIEL (interprofession laitière) pour présenter ses missions : observatoire du marché, campagnes de

promotion et définition d'indicateurs pour aider les opérateurs à fixer le prix du lait dans le respect du droit de la concurrence.

Le ministre de l'agriculture du Monténégro Vladimir Jokovic a rencontré la ministre pour évoquer le jumelage en cours sur le chapitre 11 mis en œuvre en partie par des experts français. Il a également rencontré l'Office national des forêts où il s'est dit intéressé par l'expérience française en matière de lutte contre les incendies, l'accueil du public en forêt et la restauration des terrains de montagne via la replantation forestière; le CNIV et les éleveurs de bovins Montbéliardes et Blondes d'Aquitaine. Il est prévu de travailler à développer le flux de génétique élite vers le Monténégro.

Le ministre de l'agriculture du Kosovo Faton Peci a lui pu évoquer le succès de la génétique bovine Montbéliarde au Kosovo. Il est prévu en 2025 de poursuivre les imports. Un nouveau certificat sanitaire le permet. Son programme de visite a comporté l'AFD, l'ACTA (réseau des instituts techniques agricoles), et l'interprofession des fruits et légumes.

Le secrétaire général de l'agriculture d'Albanie Dritan Palnikaj a assuré de la volonté de la ministre Denaj de se rendre en France prochainement pour la signature de l'accord de coopération entre les 2 administrations. Accompagné d'une délégation de 6 personnes, il a rencontré les éleveurs de bovins Montbéliardes, de caprins de Capgènes, d'ovins de Rom sélection et l'ACTA (réseau des instituts techniques agricoles).

Le ministre Cvetan Tripunovski de Macédoine du Nord et le secrétaire général du SWG ont finalement annulé leur déplacement. Le salon s'est déroulé dans une ambiance sereine au lendemain de l'adoption d'une nouvelle loi sur l'agriculture en commission mixte paritaire, plutôt bien perçue par le monde agricole. Le projet de loi fait de la souveraineté alimentaire un objectif structurant des politiques publiques. Le code rural et de la pêche maritime affirme désormais le caractère d'intérêt général majeur de l'agriculture et de la pêche. Le conseil constitutionnel est cependant saisi par un collectif de députés.

Il a été également beaucoup question de la première ébauche de vision de la Commission européenne sur la future PAC 2028-2034 ([PAC : une vision de la Commission européenne qui reprend les principales priorités françaises, mais qui doit être amendée | Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire](#)). Un document plutôt proche de la vision française.

Serbie – Forum international des céréales à Belgrade

CAA, 11 mars 2025

un Forum international des céréales (IGF) s'est tenu à Belgrade le 11 mars ([HOME - INTERNATIONAL GRAIN FORUM 2025](#)), organisé par la Bourse de matières premières de Novi Sad avec le soutien de la Chambre de commerce serbe (PKS) et de la Mediterranean Shipping Company (MSC). Il a rassemblé des experts du secteur céréalier et du négoce, ainsi que des représentants d'entreprises et d'institutions afin d'échanger des points de vue sur le commerce des céréales (tendances du marché mondial, financement, agriculture régénératrice et pratiques durables, logistique). M. Vlado Kovacevic, directeur de la Bourse des matières premières, a souligné les

nombreux défis du secteur (instabilité des marchés, questions géopolitiques, changement climatique) et le défi de la planification de la production, qu'elle accompagne via des formations des céréaliers. Des experts de Euronext et de StoneX ont expliqué comment les instruments de marché (contrats à terme, contrats de swap) peuvent réduire les risques de prix et apporter de la stabilité aux producteurs et aux traders. Les perspectives du marché des céréales et de la logistique ont été abordées par M. Vito Martinelli de Rabobank et Dmytro Prykhodko de la FAO. Les participants à la conférence ont également eu l'occasion de s'informer sur les modèles de financement agricole innovants avec de M. Evghenii Calac, intervenant de Rabobank, et de M. Jonatas de Alencar Moreira, du ministère brésilien de l'agriculture. Des experts d'Al Dahra, de Donau Soya et de Genesis ont présenté de nouvelles méthodes d'agriculture de précision et régénérative.

Retrouvez les précédents numéros et les autres publications du Service
Economique Régional de Belgrade à l'adresse :
www.tresor.economie.gouv.fr/pays/Serbie

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : M. Pierre Grandjouan

Rédigé par : Alexandre Martinez

Copyright : Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Belgrade (adresser les demandes à alexandre.martinez@dgtresor.gouv.fr)

Clause de non-responsabilité : Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication

Abonnement par email : alexandre.martinez@dgtresor.gouv.fr

Merci d'indiquer votre nom, prénom, activité/entreprise, fonction, coordonnées téléphoniques et mail